

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 26417**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit de la Santé

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Paris-Est Créteil Val-De-Marne	Le Président de l'Université Paris-Est Créteil

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Conseil juridique sur le droit de la santé ou la bioéthique selon le parcours suivi .

Droit de la Bioéthique :

A l'issue du Master droit de la santé, parcours droit de la bioéthique le diplômé est capable de :

- Poursuivre en doctorat
- Préparer et analyser des dossiers thématiques (ex. recherches biomédicales, responsabilité médicale hospitalière, propriété intellectuelle et droit du vivant...).
- Préparer des réponses argumentées à des questions juridiques précises relatives au droit de la bioéthique et au droit de la santé.
- Mettre en place une veille juridique en matière de droit de la bioéthique au niveau national et européen.
- Rédiger des notes ou des rapports à caractère juridique afin d'alimenter la réflexion et la prise de décision et d'assurer la diffusion de l'information juridique nécessaire au suivi des dossiers.
- Etudier et analyser les contentieux, proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
- Conseiller les structures publiques (établissements sanitaires et sociaux...) ou privées (sociétés d'assurances, laboratoires pharmaceutiques...) concernant la législation professionnelle relative à leur activité.
- Rédiger des contrats dans le domaine des biotechnologies portant sur différentes activités et problématiques : organismes génétiquement modifiés, admissibilité de collectes d'éléments du corps humain à des fins thérapeutiques ou scientifiques.
- Apporter un appui - conseil juridique aux structures (publiques ou privées) spécialisées dans les biotechnologies, la gestion et le développement de nouvelles activités de recherche, de production, de diffusion et de commercialisation.
- Préparer et / ou animer des formations juridiques de courte durée (sensibilisation) pour des professionnels du secteur de la santé ou médico-social et / ou des personnels internes à la structure.
- Passer les concours de l'Ecole de Formation du Barreau (EFB) et du Centre régional de formation à la profession d'avocat (CRFPA).

Droit du système de la santé :

A l'issue du Master droit de la santé, parcours droit du système de santé le diplômé est capable de :

- Poursuivre en doctorat
- Préparer et analyser des dossiers thématiques (ex. recherches biomédicales, responsabilité médicale hospitalière, propriété intellectuelle et droit du vivant...).
- Préparer des réponses argumentées à des questions juridiques précises relatives au droit de la santé.
- Rédiger des notes ou des rapports à caractère juridique afin d'alimenter la réflexion et la prise de décision et d'assurer la diffusion de l'information juridique nécessaire au suivi des dossiers.
- Etudier et analyser les contentieux, proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
- Conseiller les structures publiques (agence sanitaire ; établissements de santé...) ou privées (sociétés d'assurances, laboratoires pharmaceutiques...) concernant la législation professionnelle relative à leur activité.
- Rédiger des contrats dans le domaine des biotechnologies portant sur différentes activités et problématiques : organismes génétiquement modifiés, admissibilité de collectes d'éléments du corps humain à des fins thérapeutiques ou scientifiques.
- Apporter un appui - conseil juridique aux structures (publiques ou privées) spécialisées dans les biotechnologies, la gestion et le développement de nouvelles activités de recherche, de production, de diffusion et de commercialisation.
- Préparer et / ou animer des formations juridiques de courte durée (sensibilisation) pour des professionnels du secteur de la santé ou médico-social et / ou des personnels internes à la structure.
- Passer les concours de l'Ecole de Formation du Barreau (EFB) et du Centre régional de formation à la profession d'avocat (CRFPA).

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Droit de la Bioéthique :

- Publics et parapublics (établissements de santé et médico-sociaux nationaux, instances européennes et/ou communautaires, internationales, associations, syndicats et fondations)
- Conseil et droit, cabinets d'avocats spécialisés dans les secteurs de la bioéthique et de la santé
- Sanitaires nationaux et internationaux (INSERM, INRA, OMS, UNICEF, ONU, ...)
- Toute entreprise menant une activité dans le secteur des biotechnologies
- Bioéthique et santé

- Pharmaceutique et CRO

Droit du système de la santé

- Publics et parapublics (établissements de santé et médico-sociaux nationaux, instances européennes et/ou communautaires, internationales, associations, syndicats et fondations)

- Conseil et droit, cabinets d'avocats spécialisés dans les secteurs de la bioéthique et de la santé

- Sanitaires nationaux et internationaux (INSERM, INRA, OMS, UNICEF, ONU, ...)

- Toute entreprise menant une activité dans le secteur des biotechnologies

- Bioéthique et santé

- Pharmaceutique et CRO

Droit de la Bioéthique :

- Chargé(e) de mission programmes européens

- Juristes d'entreprises

- Juristes européen dans des organisations nationales, communautaires et internationales

- Juriste international(e)

- Juriste social(e)

- Attachés territoriaux, fonctionnaire d'Etat

- Fonctionnaire européen, chargé(e) de mission affaires et projets européens

- Avocat collaborateur

- Avocat

Droit du système de la santé :

- Avocat, avocat collaborateur spécialisé (contentieux médical, pharmaceutique)

- Cadre en droit de la santé (compagnie d'assurances, mutuelles, industrie pharmaceutique)

- Directeur d'établissements hospitaliers

- Directeur d'établissement sociaux et médicaux sociaux

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1403 : Management de structure de santé, sociale ou pénitentiaire

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

L'objectif du Master à finalité Recherche et Professionnelle, Droit de la Santé est de permettre aux étudiants de s'insérer dans le secteur professionnel de la santé. Ce master est un diplôme délivré en 2 ans (master 1 et master 2).

Les étudiants ont la faculté d'intégrer en master 2:

- Le parcours droit de la bioéthique où une large place est laissée aux considérations éthiques du droit de la santé.

- Le parcours droit du système de santé avec un enseignement en partie axé sur la gouvernance des établissements de santé

L'étudiant(e) titulaire d'un master 1 droit de la santé peut accéder à la deuxième année dès lors qu'il ou elle a satisfait aux conditions d'admission propres à la commission d'admission de l'UFR de Droit.

L'octroi du diplôme s'effectue après une formation en 4 semestres de M1 et de M2.

Master 1 – semestres 1 et 2 – 60 ECTS

Master 2 – semestres 3 et 4 – 60 ECTS

Master 1 - semestres 1 et 2 - 60 ECTS

Semestre 1 :

UE 1 : Formations fondamentales (14 ECTS)

- Droit de la Santé I

- Droit public économique ou Droit des assurances

UE2 : Matières complémentaires – 4 matières au choix parmi (12 ECTS)

- Droit des collectivités locales

- Droit pénal spécial

- Histoire des idées politiques jusqu'à la Révolution

- Droit matériel de l'Union européenne I

- Droit de la concurrence

- Droit administratif des biens

- Procédure pénale

- Méthodologie juridique des épreuves de concours administratifs

UE 3 : Outils (4 ECTS)

- Anglais, italien, Allemand ou espagnol

- Informatique

Semestre 2 :

UE1 : Formations fondamentales (14 ECTS)

- Droit de la santé II
- Droits social III, ou droit de l'environnement ou droit des contrats administratifs
- UE 2 : Matières complémentaires (12 ECTS) 4 matières au choix parmi :
- Droit de la propriété industrielle
- Droit et contentieux constitutionnel approfondi
- Droit des libertés fondamentales II
- Droit pénal des affaires
- Grands systèmes de droit contemporain
- Droit matériel de l'Union européenne II
- Institutions et droit européen
- Contentieux administratif
- Criminologie et sciences pénitentiaires
- Préparation aux concours administratifs
- UE 3 : Outils (4 ECTS)
- Anglais, Italien, Allemand ou espagnol
- Informatique

Master 2 – semestres 3 et 4 – 60 ECTS

Parcours Droit de la bioéthique

Semestre 1

- UE 1 : Santé publique (8ECTS)
- Droit de la sécurité sanitaire
- Droit de la responsabilité médicale et hospitalière
- UE 2 : Fondamentaux du droit de la bioéthique (15 ECTS)
- Droit international de la bioéthique
- Droit communautaire de la bioéthique et droit comparé des Etats de l'Europe
- Droits fondamentaux et bioéthique
- UE 3 : Outils (7 ECTS)
- Conférences : Enjeux contemporains du droit de la bioéthique
- Anglais

Semestre 2

- UE1 : Droit du vivant et des personnes (10 ECTS)
- Droit de la protection des personnes
- Recherche biomédicale et médecine clinique
- UE 2 : Droit du vivant et recherche (2 ECTS)
- Propriété intellectuelle et droit du vivant
- Pratique contractuelle et droit du vivant
- UE 3 : Droit de la bioéthique, technique et répression (3 ECTS)
- Droit des biotechnologies
- Droit pénal de la bioéthique
- UE 4 : Pratique professionnelle ou activité de recherche (15 ECTS)
- Stage de 3 mois et rapport de stage
- Ou mémoire

Parcours Droit du système de santé

Semestre 1

- UE 1 : Santé publique : (8ECTS)
- Droit de la sécurité sanitaire
- Droit de la responsabilité médicale et hospitalière
- UE 2 : Droit de la santé, gouvernance et gouvernés (11 ECTS)
- Gouvernance des établissements de santé
- Droit des usagers du système de santé
- UE 3 : Gestion des établissements de santé (6 ECTS)
- Gestion des ressources humaines des établissements de santé
- Gestion financière des établissements de santé
- UE 4 : Outils (5 ECTS)
- Conférences de méthodologie et d'actualité
- Anglais

Semestre 2 :

- UE1 : Droit du vivant et des personnes (10 ECTS)
- Droit de la protection des personnes
- Recherche biomédicale et médecine clinique
- UE 2 : Droit du vivant et recherche (2 ECTS)
- Propriété intellectuelle et droit du vivant

- Pratique contractuelle et droit du vivant
- UE 3 : Produits de santé et biotechnologies (3 ECTS)
- Droit des produits de santé
- Droit des biotechnologies
- UE 4 : Pratique professionnelle ou activité de recherche (15 ECTS)
- Stage de 3 mois et rapport
- Ou mémoire

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON		COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984) modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984) modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984) modifiée sur l'enseignement supérieur)
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Cette formation est accessible via : - la Validation des Acquis Professionnels (VAP) qui permet un accès dérogatoire à une formation (décret n°85-9 06 du 23 août 1985) Examen du dossier constitué des cursus de formation, professionnel et personnel par une commission pédagogique. - la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) permettant d'obtenir tout ou partie d'un diplôme (loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, décret n°2002-590 du 24 avril 2002) Examen du dossier constitué des cursus de formation, professionnel et personnel et audition du candidat par un jury de validation. - Tous les diplômes proposés à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne sont susceptibles de faire l'objet d'une VAP ou d'une VAE.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 16 juillet 2015 accréditant l'Université Paris XII en vue de la délivrance de diplômes nationaux.

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 04 février 2014 relatif au diplôme national de master publié au JO du 11 février 2014

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://www.u-pec.fr/pratiques/universite/observatoire-etudiant/enquetes-d-insertion-professionnelle-336228.kjsp>

Autres sources d'information :

<http://droit.u-pec.fr>

UPEC

Lieu(x) de certification :

Université Paris-Est Créteil Val-De-Marne : Île-de-France - Val-de-Marne (94) [Créteil]

Université de Paris Est Créteil

61 avenue du Général de Gaulle,

94010 Créteil Cedex France

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit 83-85, avenue du Général de Gaulle 94000 Créteil

Historique de la certification :

Remplacée par la fiche RNCP nationale n°31492